



<http://hdr.undp.org>

Contacts au PNUD:

New York

Mattias Johansson
Tél.: +1 212 906 5344/5382
Portable: +46 70 316 23 44
mattias.johansson@undp.org

Marisol Sanjines
Tél.: +1 212 906 6763
Portable: +1 646 201 8036
marisol.sanjines@undp.org

Paris et Genève

Jean Fabre
Tél.: +41 22 917 8542
Portable: +41 79 437 0776
jean.fabre@undp.org

Bruxelles

Diana Moli
Tél.: +32 2 505 46 22
diana.moli@undp.org

Copenhague

Ragnhild Imerslund
Tél.: +45 35 46 71 50
Portable: +45 51 23 28 25
ragnhild.imerslund@undp.org

Bratislava

Sandra Pralong
Tél.: +42 1 2 59 337 428
Portable: +42 1 908 729 846
sandra.pralong@undp.org

Londres

Chandrika Deshpande
Tél.: +44 (0) 20 7396 5338
Portable: +44 (0) 7957 460 246
chandrika.deshpande@undp.org

Washington

David Yang
Tél.: +1 202 331 9130
Portable: +1 301 466 0452
david.yang@undp.org

Tokyo

Chisa Mikami
Tél.: +81 3 5467 4751
Portable: +81 90 7200 3295
chisa.mikami@undp.org

Bangkok

Cherie Hart
Tél.: +66 2 288 2133
Portable: +66 1 918 1564
cherie.hart@undp.org



Programme des
Nations Unies pour
le développement

Le Rapport mondial sur le développement humain appelle la communauté internationale à briser le cercle vicieux de la pauvreté et des conflits violents

L'intervention après-guerre est une forme de développement de même qu'un défi au maintien de la paix, déclarent les auteurs du Rapport

Nations Unies, 7 septembre 2005 —Le Rapport mondial 2005 sur le développement humain du PNUD illustre l'énorme coût humain des conflits violents dans les pays pauvres, tout en montrant comment la pauvreté représente un terrain favorable à l'escalade de la violence. Les auteurs du Rapport affirment que pour atteindre les objectifs mondiaux de développement, la communauté internationale doit briser ce cercle vicieux en intervenant après un conflit pour relever le défi de la reconstruction à long terme et répondre à l'impératif immédiat de maintien de la paix.

Les auteurs approuvent sans réserve la création d'une Commission pour le maintien de la paix qui soit bien financée et placée sous l'égide des Nations Unies, comme le propose le Secrétaire général dans son rapport « *In Larger Freedom* » (Plus de liberté).

Les auteurs reconnaissent « qu'il n'existe aucun modèle pour éviter ou résoudre les conflits violents. Néanmoins, sans une coopération internationale plus étroite—et plus efficace—pour faire face aux menaces que représentent les conflits violents, la communauté internationale ne peut pas espérer protéger les droits humains fondamentaux, assurer la sécurité collective et atteindre les ODM ».

Depuis 1990, plus de la moitié des conflits armés ont éclaté dans les pays en développement, et près de 40 % rien qu'en Afrique. D'après le Rapport, la maladie et la malnutrition font plus de victimes dans ces conflits que les bombes, les balles ou les baïonnettes. Dans la région du Darfour au Soudan, par exemple, le Rapport révèle que le taux de mortalité infantile est six fois plus élevé que dans le reste du pays.

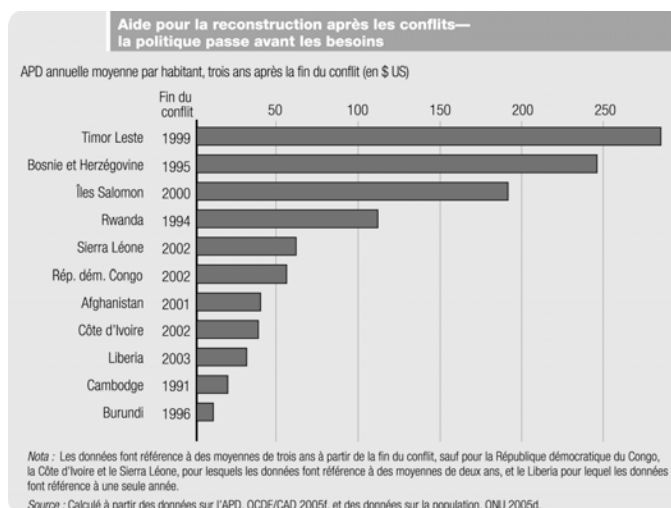
Plus un pays est pauvre, plus il risque d'être déchiré par des conflits violents. Le Rapport montre que les pays dont le revenu annuel par habitant est de 250 dollars courent deux fois plus de risques de connaître une guerre civile que les pays dont le revenu annuel par habitant est de 600 dollars. « Cependant, tenter de savoir si ces pays sont pauvres en raisons des conflits ou s'ils sont en conflit parce qu'ils sont pauvres est un exercice futile et largement inutile », écrivent les auteurs du Rapport. « Ce qui est clair, c'est que la pauvreté fait partie du cycle vicieux qui crée et perpétue les conflits violents – lesquels engendrent et accroissent la pauvreté. »

L'indice de développement humain du Rapport (IDH), qui classe les pays selon les niveaux de santé, d'éducation et de revenu, prouve le lien entre la pauvreté et les conflits violents. « De fait, déclarent les auteurs, le conflit violent est la voie la plus sûre et la plus rapide de se retrouver au bas de l'échelle de l'IDH—et un bon indicateur des chances de s'y maintenir. » Sur les 32 pays classés derniers dans l'IDH, 22 ont connu des conflits depuis 1990.

Ce cercle vicieux représente une menace pour tous, et non pas seulement pour les habitants de ces pays, d'après le rapport : « Lorsque les États faibles sont confrontés à des conflits violents, ils procurent un habitat naturel aux groupes terroristes qui constituent une menace pour la population des pays riches tout en perpétuant la violence dans les pays pauvres. »

Le Rapport propose plusieurs améliorations essentielles des politiques qui peuvent contribuer immédiatement à réduire les risques de conflit et leur impact sur la pauvreté et le développement humain :

- **Aide aux pays prédisposés aux conflits.** « Couper l'aide aux pays prédisposés aux conflits ou sortant d'un conflit n'est pas justifié. Ce n'est une bonne chose ni pour la sécurité humaine dans les pays touchés ni pour la sécurité mondiale. » Au cours des dernières années, l'aide aux pays sortant d'un conflit a varié entre 245 dollars par habitant en Bosnie Herzégovine et seulement 40 dollars en Afghanistan. L'augmentation globale de l'aide devrait être assortie d'une plus grande transparence de la part des donateurs sur leurs conditions d'affectation de ces ressources et sur les raisons pour lesquelles ils réduisent l'aide aux pays prédisposés aux conflits.



- **Approche intégrée en matière de sécurité collective.** Un rapport récent émanant du Secrétaire général des Nations Unies appelait à la création d'une Commission pour le maintien de la paix afin d'inscrire les questions de sécurité collective dans un cadre stratégique intégré. Dans cette approche, un fonds mondial serait créé pour financer de manière durable et prévisible l'aide immédiate aux pays sortant d'un conflit et la transition vers la reconstruction à long terme.
- **Renforcement des capacités régionales.** La priorité la plus urgente est la création d'une armée de réserve fonctionnant pleinement dans l'Union africaine—moyennant un soutien financier, technique et logistique.
- **Réduction du nombre d'armes légères en circulation.** La Conférence de révision sur les armes légères de 2006 offrira l'occasion de signer un accord global et obligatoire sur les armes légères afin de réguler les marchés et de limiter les approvisionnements en armes des régions touchées par des conflits violents.
- **Une plus grande transparence dans la gestion des ressources naturelles.** En tant qu'intervenants sur les marchés de ressources naturelles qui aident à financer les conflits et dans certains cas, compromettent la responsabilité des gouvernements, les compagnies transnationales qui exportent des minéraux devraient accroître la transparence de leurs opérations dans les pays pauvres. La création de la structure juridique internationale proposée par la Commission pour l'Afrique sous l'égide du gouvernement britannique pour faire en sorte que les compagnies transnationales qui ont des pratiques corrompues à l'étranger soient poursuivies dans leur pays d'origine—comme c'est déjà le cas sous le régime des lois américaines—devrait être une priorité.

* * * *

A PROPOS DE CE RAPPORT : Chaque année depuis 1990, le PNUD demande à une équipe d'experts indépendants de faire un Rapport mondial sur le développement humain en étudiant les principales questions problématiques dans le monde. Un réseau mondial de grands conseillers universitaires, gouvernementaux, et de la société civile apporte informations, idées et pratiques permettant de contribuer à l'analyse et aux propositions publiées dans ce Rapport. Le concept du développement humain va bien au-delà du revenu par habitant, du développement des ressources humaines et des besoins primordiaux pour évaluer les progrès de l'homme, il intègre aussi des facteurs tels que la liberté, la dignité, l'action -le rôle des hommes dans leur développement. Le *Rapport mondial sur le développement humain 2005* affirme que le développement est finalement « un processus pour que chacun soit libre d'être ce qu'il souhaite », et pas uniquement une manière d'élever les revenus nationaux.

Le *Rapport mondial du développement humain 2005* est publié en français par ECONOMICA.

CONCERNANT LE PNUD : Le PNUD est le réseau de développement mondial des Nations Unies, luttant pour l'évolution et apportant aux pays savoir, expérience et ressources destinées à aider les peuples à se construire une vie meilleure. Nous travaillons sur le terrain dans 166 pays, avec eux, sur leurs propres solutions aux défis mondiaux et nationaux du développement. En développant leurs capacités locales, ils font appel aux équipes du PNUD et à notre vaste panel de partenaires. Pour de plus amples informations sur le PNUD : <http://www.undp.org>